

CONFRONTATIONS EUROPE

Élection présidentielle italienne : Squadra che vince non si cambia !

Olivier Marty



PRÉSENTATION

Olivier Marty, enseignant en économie européenne à Sciences Po et à l'Université de Paris, revient sur les dénouements de l'élection présidentielle italienne, après un premier article de décryptage publié pour Confrontations Europe le 19 janvier dernier. Propos recueillis par Thomas Dorget, Délégué général de Confrontations Europe.

Thomas Dorget : Comment analysez-vous le résultat du scrutin présidentiel qui s'est tenu du 24 au 29 janvier derniers ?

Olivier Marty : Sergio Mattarella, le président en exercice, a finalement été réélu triomphalement, samedi 29 janvier, au 8e tour de scrutin avec 759 voix sur 1.009, c'est-à-dire le deuxième score le plus élevé depuis l'élection d'Alessandro Pertini, l'ancien résistant et président socialiste très respecté qui avait rassemblé 832 voix sur son nom en juillet 1978. L'ancien Professeur de droit parlementaire, député et ministre, puis juge à la Cour constitutionnelle, premier président italien d'origine sicilienne, sera ainsi, à l'encontre de sa volonté initiale, le deuxième président à effectuer un deuxième mandat, après Giorgio Napolitano, son prédécesseur de 2006 à 2015. Le scrutin débouche ainsi, malgré le fracas qu'il a provoqué, sur le maintien du tandem Mattarella-Draghi, illustrant parfaitement le dicton italien : « *tanto rumore per nulla !* », que l'on peut traduire par « *tant de bruit pour rien !* ». Le soulagement domine : tant celui de la classe politique italienne, qui parvient à surmonter sa profonde fragmentation, que celui des milieux économiques italiens, des partenaires européens de l'Italie et des marchés financiers.

L'enseignement significatif de ce scrutin est qu'il reflète l'impéritie totale du milieu politique italien. En effet, les principaux partis et dirigeants politiques n'avaient pas du tout préparé cette échéance, pourtant connue de longue date. Un consensus tacite s'est certes imposé pour voir Mario Draghi maintenu à son poste de premier ministre, pour deux raisons principales : d'une part, chacun sentait bien qu'il était très difficile de remplacer l'ancien président de la Banque centrale européenne (BCE) dans le contexte actuel ; par ailleurs, le risque d'élections législatives anticipées associé à un changement de gouvernement aurait exposé bon nombre de parlementaires à perdre leurs sièges et leurs avantages. Tous les partis ou presque avaient en fait peur de la tenue de nouvelles élections. C'est donc dans l'improvisation la plus totale que ceux-ci ont été amenés à considérer une vingtaine de noms (!) pour succéder à Sergio Mattarella au *Palazzo Quirinale* ! Mais les vétos croisés, les luttes intestines au sein des partis et l'absence de dialogue constructif entre les états-majors politiques ont finalement conduit à une impasse, dont tout le monde a voulu sortir.

TD : Comment interprétez-vous le maintien du tandem Mattarella-Draghi aux plus hautes fonctions politiques italiennes ?

OM : Ce maintien est certainement une bonne nouvelle. Sergio Mattarella est une figure respectée de la vie politique italienne, qui s'est impliqué dans les crises politiques récentes et a joué un rôle diplomatique important, comme lors de la négociation du traité du Quirinale avec la France. Le voir réélu avec une très forte majorité conforte aussi le rôle du président de la République italienne, qui s'est renforcé ces dernières décennies. Son poids politique a également joué dans la sélection de Mario Draghi comme premier ministre, en février 2021, et dans la constitution d'une très large coalition le soutenant. L'action du gouvernement technique de l'ancien président de la BCE, focalisée sur le lancement du vaste « plan de relance et de résilience » italien, a été positive : elle a restauré la crédibilité de l'Italie, engagé un effort important de réformes structurelles, attiré des investisseurs étrangers, et soutenu une reprise spectaculaire (6,5% en 2021) qui est, la plus forte de la zone euro derrière celle de la France. On peut donc ici convoquer un autre dicton italien : « *squadra che vince non si cambia !* », « on ne change pas une équipe qui gagne ! ».

Surtout, voir Mario Draghi rester à son poste est positif à plus d'un titre. D'abord pour la continuité du programme de réformes et des projets d'investissement initié, qui imposait de toute évidence une stabilité gouvernementale, que l'Italie ne connaît guère. Le plan de relance italien est un continuum d'actions rigoureusement supervisées par Bruxelles qui conditionnent le versement d'aides financières par étapes : cette année, l'obtention de 24,1 milliards (au premier semestre) et de 21,8 milliards (au second semestre) est en jeu. Mais 2022 sera plus ardue que 2021 : au cours des prochains mois, le parlement devra voter de nouvelles lois mettant en œuvre les décisions de l'an dernier et s'attaquer à de plus grands défis, tels que la réforme des marchés publics, des retraites, du système fiscal, du droit de la concurrence et de la justice civile, faisant dire à l'ancien directeur du Trésor italien, Lorenzo Codogno, que « l'on rentrera dans le dur ». Du côté européen, le succès de l'initiative de relance est directement lié à la réussite du plan italien. Enfin, on peut se réjouir d'anticiper que Mario Draghi sera en mesure de peser au moins encore quelques mois sur les orientations de l'UE, comme d'ailleurs sur l'agenda international.

TD : Comment voyez-vous la situation politique italienne évoluer ces prochains mois ?

OM : Les prochains mois vont être difficiles. Mario Draghi jouit toujours d'une forte autorité morale, mais son assise politique a été fragilisée à l'automne par des contestations de sa stratégie sanitaire (désormais plus souple) et de son premier budget. D'un autre côté, il n'a pas été discrédité par une candidature infructueuse à la présidence. Sa priorité immédiate sera donc de reprandre la main sur l'action de son gouvernement. Les ministres ont déjà été sommés de présenter des échéanciers de réformes pour leurs ministères. Au plan conjoncturel, l'explosion du coût de l'énergie et la hausse de l'inflation sont toutefois problématiques car elles pourraient freiner l'activité des entreprises et la hausse des ménages. Mais la grande difficulté pourrait venir de la dynamique de la coalition parlementaire : après l'épisode de l'élection présidentielle, les affrontements partisans et la démagogie vont sans doute reprendre de plus belle dans la perspective des élections législatives. On peut y déceler un risque pour la poursuite des réformes, mais aussi une opportunité de voir Mario Draghi se renforcer dans un rôle d'arbitre, soutenu en cela par le président Mattarella.

Au-delà, Mario Draghi sera confronté à l'échéance des élections législatives de 2023. Une certaine logique voudrait qu'il reste dans ses fonctions au terme de celles-ci, pour plusieurs raisons. La première est que la mise en œuvre du plan de relance nécessitera toujours une continuité dans l'action réformatrice : dans le cadre du plan « Next Generation EU », les engagements nationaux doivent être pris jusqu'en 2023 tandis que les financements européens arriveront jusqu'en 2026. La deuxième est qu'il serait souhaitable que son autorité, conjointe à celle du président Mattarella, s'exerce dans la durée sur les partis politiques pour les aider à s'approprier tant les défis de moyen-terme de la relance que ceux de plus long-terme de la péninsule (lutte contre la paupérisation, simplification administrative, renforcement du potentiel de croissance, réduction des dépenses publiques courantes, parmi d'autres). La troisième, on l'a évoquée, est de voir Mario Draghi capitaliser sur son bilan pour peser de plus en plus nettement sur les orientations politiques de l'UE (réformes des règles budgétaires, politique industrielle, politiques énergétique, migratoire, étrangère).

TD : Peut-on envisager de voir Mario Draghi succéder rapidement à Sergio Mattarella à la présidence de la République ?

OM : Dans la perspective des élections législatives du printemps 2023, Mario Draghi n'aura vraisemblablement pas de parti pour soutenir une éventuelle candidature et on ne sait pas s'il aura lui-même envie de continuer sa tâche. Un scénario alternatif serait donc, effectivement, de voir le président Mattarella démissionner précocement, comme avait pu le faire en cours de mandat son prédécesseur, Giorgio Napolitano, pour laisser la place de la présidence à l'ancien président de la BCE. Cette conjecture serait moins incertaine que le scénario envisagé ces dernières semaines dans la mesure où une partie importante des réformes aura alors été engagée. Elle pourrait aussi être positive si elle était associée à un rehaussement du statut du président et à l'arrivée au pouvoir d'une coalition centriste, que la reconfiguration possible des forces politiques de droite (*Lega*) et de gauche (*Partito Democratico*) laisse espérer. Dans ce cas de figure, Mario Draghi pourrait peser sur la constitution d'un gouvernement, tenter de superviser la mise en œuvre des réformes, voire orchestrer une réforme du mode de scrutin législatif ou du régime politique, qui ont tous deux fait l'objet de débats dernièrement. Mais il est certainement trop tôt pour se projeter à cette échéance.

CONFRONTATIONS EUROPE



Confrontations - Paris
29 avenue de Villiers
75017 Paris

Confrontations - Bruxelles
Rue du Luxembourg 19
1000 Bruxelles



communication@confrontations.org



<https://confrontations.org>



[@confrontations](https://twitter.com/confrontations)



[@ConfrontationsEurope](https://www.linkedin.com/company/confrontations-europe)